

# ORGANISONS-NOUS POUR UNE GAUCHE DE COMBAT



**L**undi, l'annonce du mini-remaniement gouvernemental a fait pschitt. Quoique lâchement dilué dans la mécanique de ce remaniement, on se réjouira du départ de Damien Abad accusé de plusieurs viols. Pour le reste, ce manège de playmobils ne vaut que pour ce qu'il réfracte, à savoir les graves difficultés de la macronie et ses conséquences potentielles.

## DE LA CRISE POLITIQUE...

Alors qu'elle avait profité de la crise des anciens partis de gouvernement en 2017, la macronie a pour l'instant échoué à faire émerger de leurs décombres une grande force libérale-autoritaire « centrale » capable de stabiliser le jeu politique à moyen terme. Son élection par défaut à la présidentielle et la gifle qui a suivi aux législatives le montrent : Jupiter-Macron n'est plus tout-puissant, ni « maître des horloges » ni assuré de mettre en œuvre sans difficulté sa politique.

Comme institution de la V<sup>e</sup> République, l'Assemblée nationale reste faible et peu représentative. Mais dans ce contexte de crise politique où le président n'a pas de majorité, elle va occuper une place plus importante. Avec une dimension positive, l'augmentation notable des députés LFI et l'unité – pour l'instant maintenue – de la NUPES... Mais aussi pour le pire, avec un nombre élevé de députés RN et un rapport de forces global très favorable à toutes les nuances de droite, jusqu'à l'extrême.

C'est donc au palais Bourbon (et plus à celui de l'Élysée) que va se jouer la politique – au moins – des prochains mois, la dissolution planant à moyen terme. Mais plus encore, c'est bien l'instabilité qui prime : de la crise politique à la crise institutionnelle, cela pourrait précipiter le pire, vers un régime irrémédiablement autoritaire. Mais une telle crise peut aussi gripper une machine qui ne pourra être combattue que par nos mobilisations, nos luttes dans la rue, sur nos lieux de vie, de travail et d'étude. Quand ceux d'en haut

ne peuvent plus et que ceux d'en bas ne veulent plus, alors une brèche peut s'ouvrir...

## À LA MOBILISATION DE NOTRE CAMP

Dans un contexte d'inflation galopante, le projet de loi sur le « pouvoir d'achat » va être le premier test pour un pouvoir désormais obligé d'aller chercher les voix une par une sur chaque sujet en l'absence d'un accord de coalition. Compte tenu de la crise politique générale et de la nature des institutions de la V<sup>e</sup> République, l'art du compromis parlementaire va certainement se transformer rapidement à droite en marchandage parlementaire, cadre d'accord pour faire passer les pires attaques, à commencer par le recul de l'âge légal de départ à la retraite.

Mais à l'inverse, la riposte de notre camp social ne peut se situer sur le terrain des institutions. Malgré sa dynamique politique notable, parfois militante dans certains endroits, la NUPES dans son ensemble reste en l'état une fragile coalition électorale dont le nombre de députés reste très loin de la majorité. Cette gauche qui doit confirmer sa volonté de rupture avec le social-libéralisme n'est pas en capacité de peser réellement dans les institutions. Au-delà, toute l'histoire sociale montre que c'est bien la mobilisation des larges masses qui peut réellement repousser les mauvais coups et transformer la société.

Voilà pourquoi nous avons besoin d'une politique globale anticapitaliste qui mette en mouvement notre classe sur des bases radicales et unitaires. Partis, syndicats, associations, collectifs... Notre camp et les organisations de la gauche sociale et politique doivent débattre et s'organiser de manière durable pour lutter ensemble, au-delà des seules élections.



*Le mardi 5 juillet 2022*

**l'Anticapitaliste**  
lanticapitaliste.org hebdo mensuel émission

[contact@npa2009.org](mailto:contact@npa2009.org)